

Portrait croisé de Catherine Rideau-Kikuchi et Etienne Anheim, historiens médiévistes

(Circé, n°18, 2 février 2024)

Récemment, la revue *Circé* a fêté les 10 ans de la parution de son premier numéro et à cette occasion, l'équipe éditoriale propose ce portrait anniversaire avec vous, en vous réunissant autour de votre investissement dans le monde de l'édition scientifique. En guise d'introduction à notre discussion, nous voulions vous demander : quel est votre rapport à cette revue et par quel biais la connaissez-vous ?

Rideau-Kikuchi : Alors moi, je la connais via les doctorants et doctorantes de l'UVSQ, donc de l'université de Versailles-Saint-Quentin que je côtoie. En réalité, c'est souvent des articles que je peux conseiller à mes étudiants, notamment les entretiens. Et puis j'ai fait une ou deux expertises aussi pour la revue.

Anheim : C'est un peu différent pour moi, parce que je connaissais bien les étudiantes et les étudiants qui ont créé la revue en 2013. C'est pour beaucoup des gens que j'ai suivi, quasiment pendant tout leur cursus à Saint-Quentin-en-Yvelines. Il y a un moment où ils ont eu le souhait de créer la revue, ce qui a donné lieu à pas mal de discussions entre eux et moi parce que je travaillais déjà dans une revue d'histoire. Ils m'ont demandé comment ça fonctionnait. Je leur ai donné quelques avis sur le fonctionnement du comité de rédaction, l'équipe éditoriale, l'expertise des articles. C'était un moment où j'étais maître de conférences à l'université et j'ai même publié un article. J'avais participé aussi à l'organisation d'un des portraits autour de Roger Chartier. Donc il y a eu un moment où j'étais très impliqué et puis j'ai continué à lire la revue même quand je suis parti de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Axe 1 – Le travail d'édition par le chercheur

L'édition scientifique concerne plusieurs types de publications, des monographies, des articles, des contributions dans des ouvrages collectifs, mais également des chapitres dans des manuels à destination du supérieur. Ces types de publications sont assurés par des maisons d'édition et des revues scientifiques. Est-ce que vous pouvez revenir sur ces grands domaines de l'édition et donner une définition globale de ce qu'est l'édition dans le paysage scientifique aujourd'hui ?

Anheim : C'est une très vaste question, je peux peut-être en dire un mot parce qu'il se trouve que j'ai dirigé plusieurs années une revue d'histoire qui sont les *Annales, Histoire, Sciences, Sociales*. Depuis maintenant presque six ans, je dirige les éditions de l'EHESS, qui sont une maison d'édition qui publie environ 20 à 25 volumes par an et qui publie une douzaine de revues, soit une cinquantaine de volumes par an.

Donc l'édition scientifique, si vous voulez, c'est une sorte de zone mixte entre le monde de la recherche et le lectorat qui peut être plus ou moins large. C'est-à-dire que les premiers destinataires de l'édition scientifique sont d'abord les collègues et les pairs. Il s'agit en fait de la dernière étape de la production de la recherche. C'est une chose de produire de la recherche dans des laboratoires, des équipes de recherche, quelles que soient les disciplines. C'en est une autre de la rendre disponible, lisible. Et ce travail, c'est le travail qui est assuré par l'édition et c'est un vrai métier. Ce n'est pas simplement imprimer des choses ou les mettre en ligne : c'est aussi travailler à leur mise en forme, travailler à la correction du texte, à la vérification des données, faire des relectures croisées avec des collègues qui à l'aveugle évaluent le texte. Ensuite il y a tout un travail éditorial souvent invisible mais très considérable sur la forme du texte. Ça c'est la partie qui est immergée, je dirais, dans la recherche.

L'autre aspect de l'édition scientifique, c'est de faire en sorte que des gens qui ne sont pas forcément des ultra-spécialistes d'un tout petit champ de recherche puissent avoir accès aux travaux qui sont publiés dans un domaine. Ça commence avec des gens d'autres disciplines qui s'intéressent à ce qu'on fait, mais ça peut intéresser ce que les éditeurs généralistes appellent le grand public cultivé, c'est-à-dire les gens qui peuvent lire dans nos disciplines de l'histoire, de l'anthropologie, de la sociologie, sans forcément être des chercheurs ou être des universitaires.

Donc le rôle de l'édition scientifique, c'est d'assurer ces différentes missions, et d'essayer de les assurer au mieux dans un contexte qui est à la fois en partie commercial, puisqu'en France en particulier, il y a un certain nombre de grandes maisons généralistes qui ont des collections de sciences humaines et sociales, et pour certaines très prestigieuses. D'un autre côté, je dirais qu'il y a une dimension non commerciale, au sens où toute une autre partie de l'édition scientifique est en fait une édition publique, c'est-à-dire que ce n'est pas une externalité par rapport à la recherche et à l'enseignement supérieur. Cela fait partie des fonctions des établissements d'enseignement supérieur de soutenir, d'encourager, de rendre possible l'édition scientifique, y compris lorsqu'elle est peu rémunératrice. Ce n'est pas un secteur dans lequel forcément les maisons d'édition dégagent de gros bénéfices, voire dans un certain nombre de cas, c'est de l'édition qu'on pourrait dire subventionnée à travers les postes d'éditeurs et d'éditrices, les locaux, un soutien financier à l'édition.

C'est un monde très important l'édition parce qu'en réalité, c'est dans l'édition scientifique que se joue la garantie de la qualité de la recherche, de la pluralité de la recherche, de son accessibilité et c'est un enjeu qui est un enjeu intellectuel. C'est aussi un enjeu démocratique.

Rideau-Kikuchi : Pour reprendre ce que vient de dire Étienne, je trouve que la question de la validation scientifique et puis la question de la diffusion sont vraiment les deux enjeux principaux. En fait, dans ce que Étienne disait, il y a aussi un continuum avec l'édition qui n'est pas scientifique. Si on prend un côté ou l'autre du spectre, on voit bien ce que c'est l'édition scientifique ou la vulgarisation, mais au milieu, il y a aussi une espèce de zone grise où on écrit à la fois pour des collègues qui ne sont pas absolument spécialistes de notre champ et en même temps pour ce que Étienne appelait le grand public cultivé. Des gens qui seraient intéressés par l'histoire, mais on est sur des cibles qui sont parfois difficiles à déterminer. Ils ont en même temps ce rôle de validation par les pairs, au sein de discussions scientifiques plus ou moins bienveillantes, plus ou moins musclées, mais qui sont aussi très importantes dans le travail de l'édition scientifique.

Vous avez travaillé dans plusieurs entreprises éditoriales qui vous ont donné des charges de direction importantes dans des revues, des directions d'ouvrages collectifs et des manuels et elles vous ont amené à collaborer avec des éditeurs dont le métier est central dans le processus éditorial. Alors, nous voulions vous poser plusieurs questions. Comment travaille-t-on concrètement dans le monde de l'édition scientifique ? Quel est le rythme de travail ? Et quelle place prend le travail collectif et le travail individuel dans le processus éditorial ?

Rideau-Kikuchi : Je vais commencer par répondre parce que je pense qu'Étienne est partie prenante des deux côtés. J'ai eu un rendez-vous avec un éditeur il n'y a pas très longtemps qui, à la fin du rendez-vous, nous a dit, parce qu'on était plusieurs : « Je m'excuse par avance parce que vous n'allez pas entendre parler de moi pendant assez longtemps et tout d'un coup, tout va devenir urgent et il va falloir rendre les choses immédiatement. » En fait, c'est souvent l'expérience que j'ai eue du travail dans le monde éditorial, c'est que les calendriers et les rythmes de travail sont souvent assez différents de la manière dont nous, on a l'habitude de fonctionner dans le milieu de la recherche. Dans le sens où il y a des deadlines qui ne sont pas forcément tout à fait bien coordonnés avec les calendriers universitaires et les choses deviennent très rapidement très urgentes et donc, ça nécessite un peu d'adaptation.

Ceci étant, pour répondre à la deuxième partie de la question sur la part du travail individuel et du travail collectif, dans les expériences que j'ai eues, qui ne sont pas du tout des expériences de direction, de revue ou d'édition, donc plutôt des directions d'ouvrage, c'est vraiment l'importance du travail collectif, avec les deux niveaux immersés et émergés, dont parlait Étienne tout à l'heure. C'est à la fois le travail sur le travail, le travail sur le fond et le travail sur la forme.

Par exemple, j'ai co-dirigé avec deux autres collègues, Reine-Marie Bérard et Bénédicte Giraud, un manuel d'introduction aux études historiques et ça a été un travail fondamentalement collectif. Déjà parce qu'on était trois à le diriger et ensuite parce qu'il y avait plus d'une quinzaine d'auteurs pour tous les chapitres. Cela nécessitait évidemment de la coordination.

Mais ce qui a surtout contribué à faire en sorte que le livre, à mon avis, fonctionne, et que le manuel numérique lui-même fonctionne, c'est le travail très étroit qu'on a pu faire avec les éditrices qui ont travaillé dessus. En particulier Aurélie Walck et Camille Diobou qui, à toutes les étapes de la conception, de l'écriture du chapitre, de la mise en page, jusqu'à l'impression papier même du livre, ont vraiment contribué à façonner ce qu'a été le livre. Cela aurait été complètement différent si on n'avait pas eu toute cette réflexion collective sur la mise en forme et sur les fonctionnalités numériques pour la version numérique. C'est vraiment un travail collectif, au moins un bon travail éditorial, sinon ça ne marche pas.

Anheim : Je suis entièrement d'accord avec ce que dit Catherine, y compris de mon point de vue d'éditeur, puisque je suis un peu des deux côtés, comme tu le disais, en étant à la fois, dans un certain nombre de cas, un auteur, et dans d'autres cas, un éditeur. Ce que je veux dire surtout sur ce point, c'est qu'il y a dans la recherche, comme dans un certain nombre d'autres domaines, par exemple la littérature, une dimension très individualiste dans l'apparence publique. C'est-à-dire que qu'on écrit des livres, on a notre nom dessus : il y a des phénomènes de réputation, de notoriété, il y a des gens qui sont plus visibles que d'autres, qui dirigent des laboratoires, qui dirigent des programmes, et donc, il y a une sorte de personnalisation de la recherche.

Et en même temps, ce que montre le travail éditorial, c'est l'inverse de ça. C'est-à-dire que, de même que le travail de laboratoire, le travail éditorial fait apparaître la dimension profondément collective qui est nécessaire pour arriver à un résultat, quand bien même à la fin, le livre est signé par quelqu'un en son nom propre. Vous voyez, c'est un peu un processus comme celui de l'économie du cinéma, par exemple, où il

faut des centaines de gens pour produire un film, et qu'à la fin, disons, les structures culturelles d'appréhension de ce type d'objet symbolique vont assigner. On va dire, c'est un Hitchcock. Et en réalité, un Hitchcock, c'est des centaines de gens qui ont travaillé à fabriquer ce film. Alors, lui a joué un rôle, mais beaucoup d'autres aussi : on pourrait aussi penser à la métaphore du chef d'orchestre dans un certain nombre d'autres cas. Donc, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que, non seulement la recherche est profondément collective : la phase de réflexion, d'élaboration, d'échange, de discussion, qui peut d'ailleurs être l'écriture ou signature collective. Même quand vous signez un texte tout seul, vous l'avez rarement écrit réellement tout seul du côté de la recherche, et vous l'avez encore moins écrit tout seul du côté de l'édition, parce que vous avez une ou plusieurs personnes qui ont été vos interlocuteurs déjà dans la conception du livre, ensuite dans sa mise en œuvre, et puis dans sa correction. Vous avez, encore au-delà, une chaîne de production du livre. Par exemple, aux éditions de l'EHESS, c'est quelque chose qu'on gère quotidiennement, c'est-à-dire qu'entre le manuscrit ou le synopsis qui arrive par mail, une idée de livre, ou quelqu'un qui nous dit : « tiens, je fais une thèse là-dessus, mais j'aimerais bien en faire un livre », et puis le livre qui arrive en librairie, il y a un nombre d'opérations. Non seulement il y a une épaisseur temporelle, mais il y a un nombre de gens qui vont lire, discuter, revenir, dire à l'auteur ou à l'autrice : « non, c'est pas comme ça, vous pourriez faire comme ci, comme ça ». Il y a des réunions, des moments d'échange, le travail sur le texte, et ensuite la correction. Même une fois que le livre est corrigé, la composition, la maquette, le retour chez l'imprimeur, la correction des épreuves, la distribution, la diffusion, la communication autour, avec la presse, les événements, en fait, c'est une sorte de gamme complète de métiers et de fabriques dans lequel l'auteur ou l'autrice, le chercheur, la chercheuse, sont finalement à la fois le personnage principal de l'histoire et en même temps sont ballotés par tout ce rythme de production, toutes ces collaborations assez diverses. Et de ça, le monde de la recherche n'en est pas toujours assez conscient. Beaucoup de gens arrivent dans le monde de l'édition en étant un peu naïfs, un peu ignorants, ou pas toujours très intéressés par la dimension matérielle du travail, alors qu'elle est considérable. Il faut du temps pour fabriquer un livre, il y a des contraintes matérielles, il y a une histoire matérielle du livre, qui joue un rôle essentiel dans la manière dont le savoir est produit et qui est une histoire essentiellement collective.

Je pense que c'est vraiment quelque chose d'intéressant à partager en termes d'expérience, dans ces moments un peu frontières où on passe de l'auteur ou l'autrice individuelle à l'éditeur avec ses positions, disons, médianes que peuvent être les directrices d'ouvrages, dans le cas d'un manuel, les responsables de numéros de revues. Il y a des revues qui déléguent à des gens hors de la revue la direction de certains numéros.

Là on est vraiment sur des mondes de négociations qui sont à la fois passionnantes mais qui sont un peu subtils et qui nécessitent d'être compris. Je pense que c'est très important que les chercheuses et les chercheurs aient en tête ce monde-là pour finalement pouvoir aussi intégrer dans leur travail ce genre de dispositifs. Parfois on a cette espèce de mythe de l'auteur ou de l'autrice, y compris dans la recherche. Des gens arrivent avec leurs manuscrits en pensant que c'est leur œuvre avec un grand O et donc qu'elle ne va plus bouger, alors qu'en fait ça va l'enrichir d'autant plus. Si jamais toutes ces discussions et ces apports ont lieu, plutôt que de se braquer, je pense qu'il faut justement accueillir ces points de vue qui feront que l'auteur s'améliore.

Est-ce que vous pourriez donner un exemple concret de la chaîne du processus éditorial à quelqu'un qui ne connaît rien à l'édition, par exemple pour un numéro de revue ou pour un ouvrage collectif ? Quelles sont les grandes phases ou les grandes étapes et qui est impliqué ?

Anheim : Alors pour un ouvrage, prenons l'exemple de quelqu'un qui a soutenu une thèse. Les thèses à la française sont très grosses, trop grosses. On arrive avec 2 millions de signes, 2,5 millions de signes, on ne sait pas quoi en faire et vous allez voir un éditeur – un éditeur commercial, si vous êtes sur une thématique qui peut avoir une chance d'intéresser un public un peu large, un éditeur plus scientifique dans la plupart des cas. La première chose que l'éditrice ou l'éditeur vous dit c'est que c'est trop gros. Donc il va falloir couper et garder un tiers. Disons que le centre de gravité moyen d'un livre imprimé est entre 500 000 et 1 million de signes pour les plus gros, tandis que le centre de gravité moyen des thèses est entre 1,5 et 2,5 millions de signes. Ça veut dire que vous allez être obligé de penser un livre, et penser un livre qui n'est pas ce que vous avez soutenu. Ça vaut pour les thèses, ça vaut pour les habilitations, ça vaut même parfois pour des manuscrits que des collègues écrivent tout seuls chez eux. Or, la question de la taille est une des questions qui est discutée très souvent en amont, parce qu'elle paramètre une certaine conception du récit, de l'ouvrage, du plan, donc il vaut mieux réfléchir un peu au genre de livre que l'on veut écrire. Et très souvent c'est là que la discussion commence : quel genre de livre voulez-vous écrire, avec qui, pour quel public, de quelle façon ?

Après, il y a souvent plusieurs mois de travail de réécriture une fois que vous avez eu une première discussion avec un éditeur ou une éditrice. Il y a un travail de réécriture qui peut être accompagné par les éditeurs. Ça dépend un peu des pratiques, ça dépend aussi des envies de celles et ceux qui écrivent. Il y a des auteurs et des autrices dont je n'ai pas de nouvelles pendant six mois, un an, deux ans, trois ans. Il y en a d'autres qui tous les mois ou tous les mois et demi m'envoient des pages en me disant : voilà, j'ai écrit ceci, est-ce que cela va dans le sens du projet dont on a parlé ? Arrive à un moment donné le manuscrit complet. Et dans les maisons d'édition scientifique, ce manuscrit complet, comme dans les revues scientifiques, il fait l'objet d'une procédure d'expertise. C'est-à-dire que, indépendamment de ce qu'on en pense à l'intérieur de la maison d'édition, le texte va être lu par un, deux, trois spécialistes, à l'aveugle. Un aveugle relatif, parce qu'il arrive qu'on puisse reconnaître l'auteur ou l'autrice des travaux. Mais disons qu'ils sont lus à l'aveugle, ils font l'objet de rapports et ces rapports reviennent à la maison d'édition. Dans les maisons d'édition privées ça existe aussi, mais on est plutôt dans des procédures d'évaluation de réception, c'est-à-dire qu'il y a des lecteurs, mais les lecteurs essaient plutôt d'imaginer si le livre va rentrer dans la collection et va trouver son public.

Dans l'édition scientifique publique, l'idée est plutôt celle d'une vraie expertise scientifique, c'est-à-dire qu'on a vraiment des rapports. L'équipe éditoriale se réunit (le comité de rédaction dans le cas d'une revue) avec ses rapports. Nous, on a aussi lu le texte, et puis on se pose la question suivante : est-ce que ce texte-là, par exemple une soutenance dans le cas d'une thèse qui a connu un travail de réécriture, est-ce que, dans une troisième phase, on va le prendre ou pas ? On dit, à ce moment-là, « oui » ou « non », mais souvent, on dit « oui mais ». C'est-à-dire que, et pour les articles c'est la même chose – je regarde Catherine parce qu'on est aussi dans un comité de rédaction ensemble, donc on a souvent ce genre de discussion professionnelle – c'est-à-dire : est-ce qu'on prend ? Est-ce qu'on ne prend pas ? Est-ce qu'on répond « oui » ? Alors on a des avis qui sont parfois contradictoires. On a des évaluations scientifiques qui nous disent : « ça c'est bien, mais ça c'est pas bien », « ça, ça pourrait être modifié » ... Donc on arrête une position de synthèse qui est souvent une position qui doit s'accompagner d'un travail de réécriture ou de modification qui prenne en compte l'avis de l'ensemble des relecteurs. Ça, c'est déjà un boulot très important. Donc là encore, on rajoute de l'épaisseur en temps de travail, en nombre de gens impliqués, en mois. Mais si on dit : « on va prendre votre manuscrit, mais on aimerait que vous changiez un certain nombre de choses »,

alors à ce moment-là, l'autrice-auteur reprend son texte, le modifie, et là on commence à rentrer dans une discussion sur le calendrier. Cette discussion est beaucoup plus pressante, je dirais, dans l'édition commerciale et généraliste ; dans l'édition scientifique publique, elle est souvent un peu plus tranquille.

Mais disons qu'on commence à imaginer à quel moment on va le publier : à quel moment va-t-on l'inscrire dans un programme pour des monographies ? À quel moment va-t-on le mettre dans un sommaire pour un numéro de revue ? Est-ce qu'on va le mettre dans un numéro de *varia* ? Est-ce qu'on a un numéro thématique autour d'un sujet qui correspond ? Là, disons, le projet commence à se cristalliser, et donc on demande des délais à tenir pour le travail de réécriture. Et puis le texte revient – livre, article, monographie – et là commence la phase de ce qu'on appelle la « préparation de copie » : il y a des éditrices, des éditeurs – mais c'est un métier qui est structurellement, d'un point de vue professionnel, très féminisé avec environ 80 ou 90% d'éditrices en particulier dans le public – qui commencent à travailler ligne à ligne le texte pour vérifier la correction de la langue, la cohérence de l'argumentation, les notes de bas de page, faire un certain nombre de suggestions de réécriture... Et donc vous avez une nouvelle phase d'aller-retour, mais qui porte plutôt sur l'écriture en fait, la fluidité, l'argumentation et la correction. Et puis ça avance, ça avance... Et quand la version finale est arrêtée, on a en fait une sorte de fichier Word qui est dans un état très amendé – si on revient au fichier qui a été soutenu devant un jury, par exemple, et qu'on en est à ce stade-là, il y a vraiment eu tout un parcours – et ce fichier Word, à ce moment-là, va faire l'objet d'un travail avec un logiciel de maquettage pour créer le fichier de base pour l'impression. C'est-à-dire que pour passer du Word au livre imprimé, il y a un certain nombre de logiciels, comme InDesign par exemple, qui est un des plus courants, qui permettent de faire ce qu'on appelle la maquette, c'est-à-dire l'aspect physique du livre qu'on lit matériellement, ou de la revue. On fait ça, ce qu'on appelle des « épreuves », une première impression qui est une sorte de galop d'essai qui revient chez les éditrices et chez les auteurs, qui fait l'objet de correction – c'est-à-dire que vous pouvez repérer des coquilles – et les corrections sont rentrées dans la maquette ; il y a une deuxième série d'épreuves qui est normalement destinée vraiment juste à vérifier que tout a été bien intégré, qu'il n'y a pas trop d'erreurs ; quand les choses tournent mal, il y a une troisième série d'épreuves – là, les choses peuvent devenir chaotiques dans un certain nombre de cas – ; mais si ça se passe bien, quand on arrive à la fin, il y a ce qu'on appelle le bond à tirer (BAT), et à ce moment-là, les fichiers partent chez l'imprimeur et l'imprimeur réalise matériellement le livre. Là, il faut encore au moins trois semaines environ, par exemple, entre le moment du BAT et le moment où le livre va être matériellement fait.

Puis quand le livre ou la revue sont matériellement faits, ils sont chez l'imprimeur, donc il faut encore qu'ils soient réexpédiés en partie à la maison d'édition, distribués dans les librairies, les bibliothèques, auprès des abonnés. Donc derrière, il y a toute une logistique qui fait intervenir encore d'autres gens, et en particulier ceux qu'on appelle les diffuseurs-distributeurs. Dans le cas des éditions de l'EHESS, par exemple, c'est Harmonia Mundi Livre. Ce sont des personnes dont le métier est d'assurer à la fois la distribution matérielle avec les camions qui vont livrer les caisses de livres et ce qu'on appelle la diffusion, c'est-à-dire la partie commerciale de représentants qui vont dans les librairies, qui communiquent avec les bibliothèques et qui disent : « dans trois mois, on va faire paraître ça, ça et ça ». Les libraires, comme tous les commerçants, commandent un certain nombre d'ouvrages. Ils disent : « ça, ça ne nous intéresse pas tellement », « ça, ça a l'air chouette, livrez m'en trois », « ça, je vais tenter livrez m'en un »... Et puis, à mesure que les libraires vendent ou pas les livres, alors ils refont des commandes, il y a tout un processus derrière, et donc toute une économie qui va être aussi fonction du fait d'avoir, par exemple, de la presse, de passer à la radio, d'avoir des articles dans les journaux, et puis il y a la bouche à oreille... Ça vaut, évidemment, pour les livres.

Pour les revues, l'économie est un peu différente, parce que la diffusion est beaucoup électronique, les abonnements jouent un rôle très important, mais de temps en temps, il y a des numéros de revues, quand

ils sont thématiques, qui, pour des raisons d'actualité par exemple, ou pour des raisons de sujets, disons, particulièrement importants du point de vue sociopolitique vont, d'un seul coup, réussir à se vendre en librairies, ce qui est quand même, aujourd'hui, assez rare dans le cas des revues. Donc, vous voyez, c'est un peu tout ce processus et, pour le dire vite, en gros, dans le cas d'une monographie, il faut souvent deux, trois ans pour faire l'ensemble de ce parcours. Pour un article publié dans les *Annales*, je dirais que c'est souvent aussi deux, trois ans : entre le moment de la première conception et le moment où la revue imprimée et disponible dans une bibliothèque, deux, trois ans, c'est assez courant. On peut faire beaucoup plus vite dans l'édition scientifique, ça peut arriver. Dans l'édition courante de ce qu'on appelle par exemple « les docs » ou « les enquêtes », dans les maisons d'édition qui sont spécialistes dans les livres d'actualité politique, dans les livres qui sont liés à des élections, à des affaires publiques, alors là, on a une économie raccourcie où il y a des gens qui sont capables de produire un livre en trois mois. Mais, justement, ça, c'est un autre monde que celui de l'édition scientifique.

L'édition scientifique apparaît souvent dans l'ombre du métier de chercheur. Pourtant elle requiert un travail important, parfois ingrat, et qui n'est pas toujours reconnu à sa juste valeur dans la communauté scientifique. Quelles difficultés avez-vous rencontrées ou rencontrez-vous encore dans le processus éditorial en lui-même et dans la considération de votre travail dans le monde de l'édition par vos pairs ?

Rideau-Kikuchi : Je vais commencer par répondre, mais je n'ai vu pour l'instant qu'une toute petite partie de cette question-là. Ce que je vois jusqu'à présent, c'est que la variété du travail – ou la variété des tâches que le travail éditorial implique – est très difficile à segmenter ou à valoriser. Comme par exemple, pour prendre un cas concret, dans un dossier de demande de congé, dans un dossier de prime ou ce genre de choses, dans un CV de façon générale. Être membre du comité des annales, ça tient en une ligne. Mais c'est difficile d'expliquer ça, de lister les nombreuses tâches que ça recouvre, et donc aussi le temps que ça prend, sachant que, par ailleurs, être membre d'un comité éditorial, ça peut être très différent en fonction des revues. Tout le monde n'a pas forcément la même expérience. En fonction du type de revue, en fonction des maisons d'édition, il peut y avoir très grande variété. Et donc il me semble que c'est quelque chose qui peut être difficile à faire passer sans avoir non plus l'impression d'en faire trop et de sortir les violons pour dire à quel point on fait plein de choses – ce qu'on nous demande de faire quand même dans les dossiers, mais ça c'est une autre histoire. Ça, c'est sur l'aspect administratif.

Après j'ai quand même l'impression qu'avec les collègues, ou dans les discussions avec des collègues, les gens savent que ça prend beaucoup de temps, ils savent aussi l'importance de ce travail-là. Donc je ne pense pas qu'il y ait un problème de valorisation dans les discussions avec les collègues. C'est plus un problème de valorisation institutionnelle en fait, je dirais. Il est valable pour d'autres tâches : ça peut être aussi le travail de diffusion de la recherche, le travail de vulgarisation, où l'on rencontre un peu le même genre de soucis. Mais pour autant, les collègues, surtout ceux qui l'ont déjà fait, savent très bien en fait ce que signifie avoir codirigé un ouvrage ou être membre d'un comité de rédaction. Ils ont une petite idée de ce que ça peut vouloir dire, même si encore une fois les gens peuvent avoir des expériences différentes.

Anheim : Oui, c'est exactement ça. C'est-à-dire qu'en fait, comme la valorisation de la recherche, comme l'administration de la recherche en partie, l'édition de la recherche n'est pas vraiment considérée du point de vue des cadres statutaires et institutionnels. On a des missions qui sont essentiellement des missions d'enseignants-chercheurs. La fiction, c'est qu'on aurait une sorte de mi-temps d'enseignement et un mi-temps de recherche. C'est complètement faux, tout le monde le sait très bien. D'abord, sauf dans un certain

nombre de cas particuliers comme au CNRS ou à l'EHESS, la part de l'enseignement est gigantesque, donc elle prend de toute manière à elle toute seule une part très importante. La part de la recherche est moindre.

Et puis au-delà de ce binôme enseignement-recherche, la part de l'administration est croissante, si on veut dire poliment les choses, et il y a un effet de bureaucratisation de l'enseignement supérieur qui est insupportable et problématique. Et puis il y a ces autres fonctions comme la valorisation et l'édition. Donc techniquement, ce n'est pas vraiment intégré dans les cadres du métier, ce qui fait que parfois les gens ont l'impression qu'il y a une sorte de gratuité ou de bénévolat, ce qui n'est pas non plus complètement vrai. En réalité, on est payé par des établissements publics pour faire ce travail-là et ça s'intègre quand même, même si ce n'est pas vraiment statutaire, ça a un sens : je n'ai pas l'impression de faire du bénévolat quand je travaille pour une revue, comme si je fais du bénévolat dans une association dans mon quartier ; ce sont deux choses qui sont tout de même très différentes, mais c'est vrai que ce n'est pas évident de le faire reconnaître.

Ensuite, il faut faire valoir un dernier élément : ça s'intègre mal dans les CV, ce n'est pas forcément valorisé, mais il y a des bénéfices compensatoires. D'abord, c'est très intéressant. C'est-à-dire que c'est un travail qui est objectivement et intéressant, et formateur, et qui donne accès à toute une série de travaux, de conversations... Donc je pense qu'il y a une dimension intellectuelle de ce travail qui est considérable. Et puis après, c'est un travail qui suscite aussi des retombées, je dirais de manière différée, parce que le monde universitaire est aussi un monde hiérarchisé. C'est aussi un monde de pouvoir et de structures de domination, et le fait de décider ce qui va se publier ou ce qui ne va pas se publier est aussi une forme d'exercice du pouvoir à l'intérieur du monde universitaire. Donc on peut décrire le monde éditorial de plein de façons, mais une des manières dont on peut le décrire, c'est d'être un monde hiérarchisé avec des gens qui décident pour les autres, même si cette décision est un peu, disons, tempérée par le collectif, les relectures extérieures, etc. Et donc, il y a une part de prestige, de capital symbolique et d'avantages concrets à exercer des fonctions dans le monde de l'édition qui finissent de manière invisible et souvent décalée dans le temps par avoir des effets sur les carrières qui sont non nulles. Le fait d'avoir occupé des fonctions importantes dans l'édition, c'est aussi quelque chose qui peut vous donner une position plus forte à certains moments de votre carrière. Mais c'est quelque chose qui est assez étrange à décrire et assez décalé, parce que ce n'est pas conçu comme ça. Ce n'est pas forcément sous la forme d'une prime, sous la forme d'un avancement, mais disons que ça participe de cette espèce d'économie un peu étrange du pouvoir dans un monde qui se représente en même temps comme très démocratique, très égalitaire et qui ne l'est pas à certains égards, évidemment.

Axe 2 – L'édition et la recherche en sciences humaines et sociales. Approches croisées

Vos recherches vous ont amené à être spécialistes de la culture de l'écrit et du livre à la fin du Moyen-Âge. Est-ce que vous pourriez nous donner les raisons qui vous ont conduit à choisir ces thématiques de recherche ? Pensez-vous que cette spécialisation dans ce champ d'étude a eu une incidence sur votre investissement dans le monde de l'édition ? Et réciproquement, est-ce que votre implication dans l'édition de travaux scientifiques joue-t-elle un rôle dans la conception de vos propres recherches ?

Rideau-Kikuchi : J'ai commencé à m'intéresser au livre complètement par hasard, ce n'était pas du tout voulu au début. J'y suis arrivée parce que je voulais travailler sur l'Italie à la fin du Moyen-Âge, parce que je voulais travailler sur la relation culturelle entre l'Italie et l'Allemagne, et de fil en aiguille j'ai fini par m'intéresser aux imprimeurs. Et aussi parce que j'ai découvert en licence et ensuite en Master un type d'histoire économique et sociale très proche des acteurs qui m'avait beaucoup plu. Mais donc en fait, en réalité, sur ma thèse en particulier, je ne fais pas d'histoire du livre, même si je travaille sur des imprimeurs. Donc je ne pourrais vraiment pas dire que c'est mon travail sur les imprimeurs à Venise qui m'aurait conduit à m'intéresser à l'édition, vraiment pas. Par contre, je pense que l'inverse est plus vrai. Dans le sens où je pense que, au fur et à mesure où j'ai pu commencer à avoir des projets éditoriaux collectifs, où j'ai pu m'intéresser au monde de l'édition contemporain, ça m'a aussi amenée à relire ou à revoir un certain nombre de choses sur mes propres objets de recherche, et notamment en portant une attention plus grande que je ne l'avais fait auparavant sur la question des publics par exemple, la question de la diffusion, des ouvrages, des choses en fait dont je ne m'étais absolument pas préoccupée pendant ma thèse, et sur lesquelles je réfléchis peut-être un peu plus maintenant, en lien avec des préoccupations très contemporaines.

Anheim : Moi c'était un peu un hasard aussi au départ, dans le sens où j'ai commencé une thèse en 1998 sur la cour du pape Clément VI, au milieu du XIV^e siècle. Et dans un premier temps, je n'avais pas vraiment envisagé dans mon premier projet de thèse la question de la matérialité de l'écrit, la question des bibliothèques, qui vont devenir des questions très importantes pour moi. J'ai commencé en 1998, je l'ai soutenu en 2004, et pendant ces six années-là, j'ai découvert des bibliographies. Il y a d'autres thèses qui se sont soutenues, comme celle de Pierre Chastang, j'avais eu l'occasion de travailler à Saint-Quentin avec Michel Zimmermann, et j'insiste là-dessus parce qu'il y a aussi un effet historiographique, d'art culturel et plus particulièrement du rapport à l'écrit à Saint-Quentin, qui m'ont orienté et m'ont intéressé dans cette direction. Et en même temps, j'ai commencé à faire de l'édition scientifique, puisque je suis rentré à la revue *Médiévales*, puis rapidement à la *Revue de Synthèse*, dont le directeur Éric Briand est par ailleurs très attentif, et était déjà très attentif à la question des effets de boucle entre l'histoire des savoirs d'écriture scientifique, et la pratique de revue, donc j'ai appris beaucoup à son contact.

Et progressivement, disons, le fait de travailler en intégrant de plus en plus dans mon travail de recherche la question de la matérialité du livre, des archives, de l'écrit, et d'un autre côté de me retrouver en position éditoriale, c'est-à-dire de produire des livres de recherche, de produire aussi des archives ou de la documentation, de m'intéresser à l'histoire des revues, à l'histoire des sciences sociales, a fait qu'à partir du milieu des années 2000, les deux sujets se sont connectés de façon assez forte, et que c'est devenu pour moi ensuite, alors un peu dans le sens inverse du tien, une ressource extrêmement importante à l'intérieur de mon parcours d'éditeur, c'est-à-dire que j'ai beaucoup réutilisé ce que j'ai appris et ce que j'ai lu. L'auteur le plus caractéristique de ce point de vue, c'est Roger Chartier, j'ai souvent utilisé des choses que j'ai apprises chez Chartier pour réfléchir concrètement à la manière de travailler sur les Annales, et ensuite l'édition de l'EHESS, et cet espèce de phénomène de vase communiquant en termes de réflexivité est très intéressant, c'est-à-dire que, par exemple, pour penser la mutation numérique de l'édition scientifique,

l'expérience de l'histoire de l'édition de l'information scientifique est extrêmement précieuse et donc il y a cette possibilité-là, mais je ne l'avais pas imaginée au départ. Je n'ai pas eu l'impression de travailler sur le même objet, et petit à petit, il y a eu un phénomène de convergence.

Ces dernières années, le rapport entre publication des travaux et travail scientifique a considérablement évolué. Il est par exemple conseillé à de jeunes chercheurs se lançant dans une carrière académique de publier beaucoup et précocement. On entend souvent la formulation « publish or perish ». De ce point de vue, votre profil d'enseignant-chercheur investi dans le travail éditorial est particulièrement intéressant. Pouvez-vous brièvement revenir sur ces évolutions ? Et quels constats tirez-vous ? Et comment les éditeurs scientifiques s'adaptent à ces reconfigurations ?

Rideau-Kikuchi : Sur la question de la publication des jeunes chercheurs, je pense que j'ai été en thèse pendant ce moment de transition. Des gens qui étaient en thèse avec moi étaient plutôt incités par leur directeur ou directrice à ne surtout pas publier pendant leur thèse. Et inversement, d'autres, moi compris, qui avaient eu plutôt tendance à vouloir publier assez tôt et avoir intégré ces normes-là. Je pense qu'aujourd'hui, il n'y a plus beaucoup de directeurs ou de directrices qui freinent leur doctorant ou doctorante, alors que c'était encore quand même pas mal le cas quand moi j'étais en thèse. C'est une évolution que j'ai vue en tant que jeune chercheuse en thèse ou en sortie de thèse. Et c'est une évolution qu'on voit aussi dans nos comités, notamment pour les articles qui nous arrivent. Je pense qu'à la fois, c'est une bonne chose que d'inciter des jeunes chercheurs à publier, parce que je pense que ça contribue aussi, enfin, c'est très formateur de publier des articles quand on est en thèse, parce qu'on est relu de façon extrêmement approfondie avec tout ce qu'Étienne a décrit tout à l'heure. Moi, je trouve que ça m'a beaucoup apporté en tout cas pendant que j'étais en thèse. Être relu aussi par des gens en fait qui n'ont rien à voir avec son propre champ de domaine, qui sont parfois d'écoles historiographiques, très différentes, enfin voilà, c'était une forme de confrontation qui était aussi vraiment intéressante. Après, le problème aussi, c'est que pour réussir à publier de bons articles, il faut du temps. Et que probablement que dans certains cas, il y a aussi une incitation à publier des choses beaucoup trop vite. Et ça, pas seulement pour les jeunes chercheurs, mais aussi pour n'importe quel chercheur, chercheuse. Avec cette incitation à publier, alors « *publish or perish* », je pense qu'en France, on est encore un peu en deçà de ça, de ce qui peut se passer aux Etats-Unis, par exemple, mais on voit bien dans les carrières de chercheurs que le but, c'est de publier extrêmement vite, de publier beaucoup d'articles par an, alors même que dans certains cas, trois articles pourraient n'en faire qu'un et ça serait vachement mieux. Ça aurait beaucoup plus de sens. L'article serait beaucoup plus intéressant, beaucoup plus dense. Et certes, il aurait pris cinq ans à être écrit, mais en même temps, ça aurait été un article beaucoup plus important et peut-être beaucoup plus lu, beaucoup plus cité, avec beaucoup plus d'impact.

C'est une évolution sur laquelle je pense que nous, en tant que membres de comité éditorial ou en tant que chercheur ou chercheuse, en fait, on n'a pas trop la main, si ce n'est à essayer de freiner un peu peut-être nos propres envies de publication. Moi, je suis vraiment plutôt passée du côté de donner un quota d'articles à publier par an, par vie, dans une carrière de chercheuse. Je pense qu'il faudrait avoir une limite d'articles, parce que sinon, en fait, ça n'a plus aucun sens et on voit bien, en fait, on n'a déjà pas le temps de lire ce qui se publie. Donc, si on commence à saucissonner les choses sur la lancée actuelle, en fait, vraiment, la publication scientifique n'aura plus beaucoup de sens.

Anheim : Alors, moi, je nuance un tout petit peu ce point en tant que graphomane un peu pathologique, donc je ne peux pas dire que je vais limiter mon nombre d'articles à publier, parce que sinon, ça va me mettre dans une position psychique pénible. Donc, voilà, à titre personnel, c'est vrai que je publie assez

régulièrement. La question du « *publish or perish* » arrivée à un certain âge ou à un certain point de ma carrière est tout de même un peu moins décisive que telle que vous la posez sur la question des jeunes carrières. Donc, de fait, je pourrais publier plus ou moins. Il s'agit plus d'une thérapie personnelle que d'une nécessité institutionnelle. En revanche, c'est vrai qu'il y a une croissance forte dans la publication, y compris quantitative, c'est-à-dire que dans les dix dernières années, on estime qu'il y a eu un certain nombre d'études là-dessus, parce qu'il y a beaucoup d'études sur les questions d'édition scientifique, donc c'est intéressant que le volume global d'articles par an publiés dans le monde a augmenté de 50%. C'est beaucoup de toutes disciplines confondues, et d'ailleurs, c'est une tendance qui vient très largement des sciences de la nature. Mais c'est quand même gigantesque. Donc, on a des augmentations quantitatives qui sont gigantesques et qui sont corrélées à la fois à un marché du travail qui est très dégradé, donc avec des formes de confidentialité qui sont évidemment toujours dans ces cas-là assez malsaines et qui produisent une dégradation à la fois des jeunes carrières et de la qualité des publications quand elles sont obligées, par exemple, à être hyper fragmentées pour pouvoir dire qu'on a trois papiers pour pouvoir se présenter à tel ou tel poste.

D'autre part, c'est aussi lié à une évaluation globale des carrières scientifiques qui donne, pour simplifier, disons les choses, l'avantage au quantitatif par rapport au qualitatif. C'est-à-dire que vous allez quand même très souvent être évalué sur des CV où on va dire « Ok, il a publié cinquante articles, elle en a publié soixante-dix, elle est meilleure que lui ou elle est meilleure qu'elle ». Bon, voilà, ça, ça pose un problème, mais en même temps, il y a une certaine immédiateté. On nous demande tout le temps de remplir des tableaux. Il y a une sorte de quantification de ces données qui, évidemment, incite encore à ça. Donc, par rapport à ça, il y a des pratiques de recherche qui, comme Catherine l'a dit, nécessitent du temps, nécessitent parfois des articles longs, à la fois dans leur récit et dans leur gestation. Donc, il faut arriver à équilibrer ces différents aspects. Alors, quand on reconstitue les carrières, au cours du XX^e siècle, il y a évidemment une explosion gigantesque, récente. D'un autre côté, on voit bien aussi qu'il y a toujours eu des gens qui ont occupé des positions scientifiques très importantes en ayant finalement assez peu publié. C'est-à-dire qu'on voit très bien que, on va dire, Marc Bloch, notre saint patron, Marc Bloch, quarante-et-un articles. Enfin, après, on ne sait pas comment on compte les notes critiques, etc. Mais, disons, c'est relativement peu par rapport à des chiffres de publication d'aujourd'hui. En même temps, il y a des auteurs du XIX^e et du premier XX^e siècle qui publiaient déjà 200 articles. Donc, il y a une variété de modèles.

Et je pense que là, la clé, c'est le rapport entre l'édition scientifique et la hiérarchie et l'évaluation. C'est-à-dire, je pense que c'est aux gens qui occupent les grades les plus élevés, et en particulier ceux qui sont en position d'évaluation des carrières, de dire, on s'en fout d'avoir cinquante articles, s'il y en a trois très bons, c'est déjà important. Donc, là, il y a une résolution. Il y a une responsabilité collective du métier, je dirais, mais qui ne se limite pas à l'édition, qui a à voir avec la gestion globale des carrières, des élections, de l'attribution des postes et des ressources. Parce que tant qu'on fera dépendre, évidemment, directement l'un de l'autre, on arrivera à des résultats qui seront tout à fait contre-productifs. Si on continue sur la base d'une croissance de 50% tous les 10 ans, c'est sûr que ça va mal finir. Mais si l'accroissement des tâches bureaucratiques du monde universitaire continue à augmenter de 5% de temps de travail, à un moment donné on va arriver à un moment où il n'y aura plus que des dossiers à remplir d'un côté, et où par ailleurs on va produire un nombre gigantesque d'articles. Alors si le monde va bien, grâce à l'intelligence artificielle, il y a des intelligences artificielles qui vont écrire des articles scientifiques pendant qu'on remplira les thèmes d'Excel, et ces intelligences artificielles vont les envoyer dans des revues, où elles seront évaluées par un certain nombre de nouveaux logiciels disposant eux-mêmes d'intelligences artificielles, et produisant des travaux, pendant qu'à côté, au lieu d'aller par ailleurs boire un coup, on sera en train de vérifier si le 32^e rapport de l'Hcéres a été fini, s'il fait bien 1200 pages, si les virgules sont en place, et j'imagine qu'en l'envoyant à l'Hcéres, là encore, une intelligence artificielle pourra évaluer ce

dossier sans qu'à un vrai moment il n'y ait eu une intervention humaine qui, évidemment, subjectiviserait ce rapport à la science telle qu'elle s'écrit. Ça c'est une possibilité. Il y en a d'autres.

L'édition scientifique joue un rôle central dans la production du savoir et en retour les évolutions épistémologiques ont reconfiguré le monde de l'édition. Par exemple, depuis une quarantaine d'années, la recherche historique a été renouvelée par une approche interdisciplinaire qui a entraîné la création de nouvelles revues ou de nouvelles entreprises collectives éditoriales. Selon vous, comment le monde de l'édition scientifique s'adapte à l'intégration de problématiques issues de champs historiographiques en plein renouvellement comme les gender studies ou les études sur l'environnement et en retour, quelle place joue l'édition dans cette création de nouveaux savoirs ?

Anheim : Il y a plusieurs éléments dans votre question qui sont vraiment très importants. Il y a la question des formes de renouvellement historiographique et puis la question des formes de renouvellement technologique qui sont en partie liées. La forme des renouvellements historiographiques a toujours été étroitement liée au développement de l'édition, je pense. C'est-à-dire qu'il y a des vagues historiographiques qui s'accompagnent de vagues de création de collections ou de revues à travers le temps, et ça c'est vrai depuis la création de la revue historique disons,

Enfin, depuis la fin du XIX^e siècle, des projets éditoriaux sont corrélés à des projets intellectuels (c'est vrai des Annales et puis c'est vrai de plein d'autres choses). Ça a été à mon avis fortement transformé par quelque chose dont on n'a pas encore beaucoup parlé et dont il faut absolument parler, qui est le développement de l'édition numérique. C'est-à-dire qu'une des différences entre disons les vingt dernières années et la période précédente, c'est que le coût d'entrée technologique pour la production d'une revue a baissé à travers la possibilité de créer des revues nativement numériques. Et par ailleurs, l'objet revue s'est lui-même brouillé puisqu'aujourd'hui la question d'évaluer la relation entre un blog, un carnet de recherche, une revue, un périodique annuel est devenue beaucoup plus floue. Donc un certain nombre des transformations historiographiques les plus intéressantes de ces dernières années ont été investies sur des revues qui sont des revues nativement numériques et beaucoup des projets les plus originaux qui sont nés, sont nés plutôt dans des environnements nativement numériques, souvent portés par des gens qui au moment où ils ont défendu leur projet étaient des doctorantes, des doctorants. Alors ça a existé dans les années 1980 par exemple. Je parlais de la revue *Médiévales* tout à l'heure publiée par les Presses Universitaires de Vincennes. Elle est née au début des années 1980 comme une revue de doctorants et de doctorantes. Et puis ces gens ont grandi, d'autres sont arrivés et puis c'est devenu une revue qui aujourd'hui est une des grandes revues d'histoire du Moyen-Âge.

Aux éditions de l'EHESS par exemple, on coédite avec la Philharmonie de Paris une revue qui s'appelle *Transposition* qui est une revue Musique et Sciences sociales, qui est une revue nativement numérique née comme une revue de doctorants et doctorantes et qui elle aussi s'est progressivement développée. Donc on pourrait sur la question du genre que vous posez, sur la question environnement, trouver des exemples un peu comparables. Donc il y a eu une transformation de l'économie des revues, qui est une transformation qui concerne l'ensemble des revues, puisqu'aujourd'hui on lit quand même beaucoup plus les revues en ligne que ce soit en HTML ou en PDF qu'on ne les lit en papier. Et ça a permis d'intégrer un certain nombre de transformations et d'intégrer aussi une autre manière de concevoir le travail éditorial en y ajoutant par exemple des contenus, en y ajoutant de l'hypertexte ; le manuel dont Catherine a assuré la direction et dont elle parlait tout à l'heure est un manuel où l'hypertexte joue un rôle très important, donc on peut naviguer à partir du manuel dans tout un espace de textes scientifiques, on peut ajouter des contenus visuels et sonores. Donc les transformations historiographiques, l'interdisciplinarité que vous évoquez, c'est aussi lié à des conditions techniques de production. Alors cela étant, il y a une sorte d'écosystème des

revues parce que les revues ça coûte quand même de l'argent et du temps même quand c'est une équipe de doctorants avec toute son énergie qui s'y met au départ. A un moment donné on se fatigue, il faut avoir des financements, il faut avoir des gens qui font le travail derrière et donc il y a un équilibre difficile parce que là aussi, j'ai lu récemment que dans les dernières années, on crée dans le monde de l'enseignement supérieur français toutes disciplines confondues une revue par semaine. Alors ça crée aussi des difficultés, c'est-à-dire que l'augmentation du nombre d'articles publiés est aussi lié à l'augmentation du nombre de revues et à sa dispersion gigantesque qui a des effets négatifs à un certain point sur la diffusion scientifique parce qu'on finit par avoir une sorte d'illisibilité du paysage intellectuel. Donc c'est tout à fait bien et tout à fait sain que des nouvelles revues apparaissent. Parfois il n'est pas nécessaire de créer la soixante-douzième revue sur la même thématique et inversement, de temps en temps il serait raisonnable que certaines revues meurent parce qu'il y a des revues vivantes, il y a aussi des revues mort-vivantes quoi, il y a le concept de la revue zombie. C'est un peu dur de dire ça.

Rideau-Kikuchi : Non tant que tu ne cites pas de nom tout va bien. Oui, je ne suis pas sûre d'avoir grand-chose à rajouter de fait. Mais l'expansion des revues, on retombe sur les deux points dont on parlait au tout début de l'entretien, le but c'est de diffuser et le but c'est aussi d'avoir un certain processus de validité des contenus scientifiques et c'est vrai que cette lisibilité de la validation scientifique elle perd, elle se perd à partir du moment où on a des revues qui partent parfois un peu dans tous les sens. Ceci étant, c'est aussi important d'avoir ce dynamisme-là. Ça permet d'institutionnaliser aussi et de diffuser des nouvelles problématiques. En lien avec ça, de façon un tout petit peu marginale peut-être, Étienne parlait tout à l'heure du fait que le monde de l'édition c'est aussi un monde de pouvoir, d'exercice du pouvoir. Et je pense que c'est aussi un peu lié à ces questions-là. Les directeurs de collection ou les responsables de revue, une des grosses parties de leur travail c'est justement d'essayer d'aller trouver des articles, trouver des personnes qui vont pouvoir être publiés, idéalement en essayant de refléter aussi la diversité du paysage scientifique, d'essayer de valoriser des problématiques nouvelles, intéressantes qui émergent. Donc c'est vraiment un effort de tous les instants mais dans cet effort on n'est pas non plus exempt de biais et ça c'est une des choses sur lesquelles le monde de l'édition n'est sans doute pas encore hyper au point mais pour autant travaille aussi dessus depuis un certain temps. C'est la question des biais de genre. Alors pour les *Annales*, Étienne avait écrit il y a quelques années justement un article qui expliquait à quel point la publication des femmes dans la revue des *Annales* était faible pour toute une série de biais qui sont liés aussi à des structures historiques, des pesanteurs depuis la création de la revue. Mais il y a aussi des biais institutionnels, géographiques. Est-ce que les grandes revues vont avoir par exemple plutôt tendance à publier des gens qui sont au CNRS ou des gens qui sont en région parisienne par rapport à d'autres institutions universitaires ? Voilà, c'est aussi des questions qu'il faut se poser il me semble et qui approchent la question que vous posez peut-être un peu par la bande.

Axe 3 – Edition scientifique, numérique et accessibilité des savoirs

Depuis les années 2000, la révolution numérique a eu un impact considérable sur le monde de l'édition scientifique : changement de modèle économique avec par exemple la question de l'*open access*, des données, l'ouverture à l'international et également des enjeux de traduction. Comment envisagez-vous ces reconfigurations actuelles du monde de l'édition et quels sont les principaux défis posés par une telle mutation ?

Anheim : Alors, c'est une question très générale. Je sais que je suis déjà bavard, je vais essayer de synthétiser le point. Donc la grande transformation, c'est effectivement cette révolution numérique qui touche tous les aspects de la production et même le rétrospectif puisque c'est un des enjeux avec Google Books, avec des collections comme Persée, la numérisation, la fouille de données en ligne, donc il y a un déplacement massif qui a entièrement changé, disons, le rapport à la production scientifique. Avec, en réalité, deux mondes relativement différents aujourd'hui dans l'édition : le monde des revues et le monde des livres. Le monde des revues est aujourd'hui un monde principalement numérique. On continue à faire des revues papier, on continue à les vendre marginalement en librairie (les revues ne se vendent plus beaucoup en librairie), les abonnements individuels ont quasiment disparu, les abonnements institutionnels papier sont en régression mais en revanche, le lectorat numérique est en forte augmentation. C'est-à-dire qu'il y a une sorte de croisement des courbes et aujourd'hui l'essentiel des gens – et c'est mon cas, c'est le cas des étudiants et des étudiantes qui travaillent avec moi – lisent essentiellement en ligne les revues, en PDF ou en HTML, comme je disais tout à l'heure. Donc ça a transformé l'économie des revues, tandis que l'économie du livre a été moins transformée pour l'instant. C'est-à-dire qu'une très grande majorité de gens continuent à lire les livres de sciences humaines et sociales en papier. Donc il y a une sorte de découplage où, il y a du livre numérique, il y a des gens qui achètent des livres numériques, on utilise en particulier pour le rétrospectif les livres des années 1950-1960. On est très content de les trouver sur Persée, sur arXiv, Z-Library (selon le rapport à la légalité que vous entrez). Mais malgré tout, le livre reste encore un objet matériel. Donc ça, en quelque sorte, distend l'économie de la production dans le monde des revues scientifiques et dans le monde de l'édition scientifique. Mais ce qu'il faut avoir en tête, c'est qu'une grosse partie de l'édition scientifique tirait ses ressources des revues et des abonnements papier. Donc cette transformation, elle a des effets économiques qui sont assez forts. Et ce sont des effets économiques qui sont décorrélés de la question de l'*open access*. C'est-à-dire que le vrai changement, ce n'est pas accès ouvert ou accès pas ouvert – ça pose des questions juridiques, scientifiques, qui sont extrêmement importantes – mais le vrai changement, c'est la numérisation et la lecture à travers des bouquets. C'est-à-dire, le rôle des plateformes dans le monde de l'édition scientifique, au fond, n'est pas moins important que celui dans la diffusion de contenus de type cinéma ou série. Il y a une sorte de mutation qui fait qu'aujourd'hui, on n'a plus tendance à avoir un abonnement à toute une série de revues, comme on va avoir dans les films, mais à accéder à travers des bouquets. Alors, les bouquets francophones, c'est Cairn, OpenEdition. Et donc, vous payez un forfait qui va vous permettre d'avoir accès à toute une série de contenus. Concrètement, pour le producteur – la musique aussi, c'est un très bon exemple de ça – la marge, disons, bénéficiaire pour le producteur va être considérablement amoindrie. Donc, en gros, le monde entier, en termes d'édition scientifique, voit ses bénéfices diminuer depuis une quinzaine d'années par ça. Dans le monde des sciences naturelles, pour compenser cette évolution, on se trouve avec un certain nombre de grands groupes qui ont des stratégies ultralibérales, prédatrices, qui, dans ce cas, monnaient à des prix qui nous paraissent exorbitants, surtout dans le domaine des sciences, techniques et médecine : des abonnements où vous pouvez payer des milliers et des milliers d'euros ou de dollars pour un abonnement. Dans le monde des SHS, le choix a été différent. Ça a été un choix plus mixte et plus participatif. Et donc, on se trouve dans une économie qui est fortement fragilisée du côté des revues.

À cela s'ajoute cette nouvelle problématique de l'accès ouvert, qui est plutôt théoriquement née face à l'augmentation incroyable des coûts dans le domaine des sciences de la nature mais qui a des effets dans le domaine des sciences humaines. C'est-à-dire que les gens se sont dit, et à juste raison, « Pourquoi payer à des grands groupes internationaux des milliers d'euros des recherches qui sont publiées et soutenues par des laboratoires publics avec des chercheurs qui sont payés par l'argent public ? ». La question se pose en sciences de la nature, la question se pose aussi en sciences humaines, et donc la question de savoir si tous ces contenus doivent être absolument gratuits est aujourd'hui une question qui est extrêmement discutée en France, dans tous les pays, à l'échelle européenne, à l'échelle mondiale, et c'est une question à laquelle des réponses extrêmement différentes ont été apportées. Une des réponses françaises caractéristiques, c'est ce qu'on appelle la voie diamant, c'est-à-dire l'accès ouvert le plus ouvert avec pas de paiement à l'entrée et pas de paiement à la sortie, mais il y a beaucoup d'autres modèles qui sont en train de se mettre en place. Il n'est pas certain que la voie diamant soit celle qui l'emporte. L'un des modèles qui émerge de plus en plus fréquemment à l'échelle mondiale, parce que c'est une manière pour les grands groupes privés éditoriaux de reconvertir leur économie tout en préservant leurs marges bénéficiaires, c'est le modèle qu'on appelle l'auteur-payeur, c'est-à-dire que de plus en plus, au lieu de payer à la sortie pour acheter le numéro, l'abonnement, les bibliothèques, on paye à l'entrée, il y a une sorte de transfert des coûts, et donc quand vous êtes aujourd'hui une chercheuse ou un chercheur qui veut publier dans *Nature* ou dans les grandes revues, ça peut être exorbitant. C'est-à-dire qu'on a des coûts d'auteur-payeur qui vont de 1 000 à 10 000 euros ou dollars selon le prestige et la nature de la revue dans laquelle vous publiez. Donc là, il y a aujourd'hui un combat qui est vraiment un combat politique pour le savoir autour des conditions économiques de production et de partage du savoir. Et donc *l'open access*, c'est en quelque sorte le nom générique que prend l'ensemble de ces débats pour lesquels les sciences humaines et sociales, et en particulier en France, ne sont qu'une toute petite partie, disons, de quelque chose qui se joue avec des enjeux économiques à une échelle mondiale et qui, dans certains domaines comme la biologie, comme la médecine, ont des enjeux qui sont vraiment des enjeux industriels, liés à l'économie du monde pharmaceutique, à des brevets...

Voilà, je fais toute l'histoire parce que c'est vraiment le numérique a bouleversé dans des proportions gigantesques, pas simplement la production et la technologie, mais c'est une révolution industrielle dans le domaine de l'édition comme ça l'est dans le domaine de beaucoup de biens symboliques – j'ai pris l'exemple de la musique ou du cinéma.

Rideau-Kikuchi : Oui, je pense que c'est hyper important d'avoir en tête que c'est un enjeu politique plus que scientifique peut-être. Et justement, les politiques qui peuvent être menées sur cette question-là ont tendance à imposer *l'open access* ou à inciter très fortement à *l'open access* en mettant en avant que c'est un enjeu politique, voire un enjeu démocratique – ce que Étienne disait, le fait que la recherche publique financée par l'argent public doit être accessible à tous, ça je pense que c'est quelque chose dans lequel tout le monde dans la recherche française peut se reconnaître. Le problème, c'est que derrière cette injonction-là, on oublie en fait tout le système économique qui peut exister et on invisibilise aussi tout le travail éditorial. Et l'un des problèmes par exemple avec les politiques *d'open access* qui peuvent être menées ces derniers temps, c'est l'incitation très forte que peuvent avoir certains chercheurs ou certaines chercheuses à mettre en ligne leurs travaux avant travail éditorial, justement pour contourner les droits d'auteur (le copyright des revues par exemple ou des maisons d'édition). Alors, c'est des choses qui se font en fait de façon tout à fait classique et normale dans les travaux de sciences de la nature ou surtout plutôt de mathématiques ou d'informatique. Je pense que les enjeux sont différents dans ces domaines-là. Mais dans notre domaine, ce qui est certain, c'est qu'on oublie tout ce dont on a parlé depuis le début, à savoir tout le travail éditorial et le travail collectif en fait, qui permet de passer d'une recherche à quelque chose qui est publié. Et on oublie aussi l'objet que cet article ou ce livre peut être et qui a aussi été le résultat de

discussions, de négociations, avec des éditeurs, des éditrices, des relecteurs, des correcteurs, des correctrices, etc. Et donc, il me semble que ça, c'est un vrai problème pour la recherche parce que justement, l'aboutissement de la recherche, c'est ce produit fini qui a bénéficié de tout ce travail collectif. Et si on le nie, on perd à mon avis en capacité de discussion collective autour de ces travaux-là.

Anheim : Je crois que ce qu'il faut retenir sur ce point, et Catherine a raison, c'est que l'édition scientifique, c'est principalement une question de travail : c'est un travail et il y a un coût du travail. Il y a un coût du travail qui est le coût du travail scientifique et le coût du travail éditorial. Et ce travail, comme tous les travaux, il n'a pas de raison de ne pas être pris en compte, de ne pas être rémunéré, de ne pas être intégré dans une économie globale où les gens puissent le faire et puissent vivre en même temps. Et donc, la grande question, c'est vraiment une question d'analyse économique, c'est-à-dire « Qui assure ce coût du travail ? Dans quelles conditions ? Qui peut éventuellement prélever ou pas la plus-value de ce travail ? », et c'est là-dessus où aujourd'hui, en fait, les mondes scientifiques sont traversés de débats qui sont très complexes. Comment faire en sorte d'assurer une édition de très haut niveau en termes de production scientifique et de production éditoriale, tout en assumant ce coût, et sans en même temps se faire déposséder ? Parce qu'il y a quand même une question juridique et démocratique à l'arrière-plan, qui est : comment ne pas se faire déposséder du produit de son travail ? Enfin, je suis en train de reformuler ça en termes un peu marxiens, mais il y a un vrai sujet autour de ça, qui n'était pas forcément entièrement clair dans l'esprit de l'ensemble des acteurs, parce qu'il y avait une économie de l'édition de revues qui était *grosso modo* stabilisée depuis la fin du XIX^e siècle et jusqu'au début du XXI^e. Et là, les choses bougent, et on fait réapparaître des choses qui étaient devenues évidentes ou qui avaient été effacées et invisibilisées, à commencer par le coût du travail.

Certains projets éditoriaux numériques peuvent parfois offrir un contenu adaptable en situation d'enseignement dans le secondaire ou dans le supérieur. Pourquoi ce type de projet reste encore marginal dans le monde de l'édition ? Accordez-vous par exemple une place à ces projets éditoriaux novateurs dans votre métier d'enseignant et pensez-vous que l'édition scientifique doit davantage se tourner vers les pratiques des professionnels de l'éducation ?

Rideau-Kikuchi : Alors je pense que c'est quelque chose qui est difficile, mais qui serait vraiment nécessaire de réussir à mettre en concordance ou en tout cas à permettre du dialogue entre les projets éditoriaux et puis les pratiques pédagogiques. Alors dans le manuel que j'avais co-dirigé, c'est un peu ce qu'on avait essayé de faire avec cette particularité quand même que c'est un manuel qui a été à la fois conçu et écrit par des enseignants, du supérieur et donc en fait très souvent, c'est des gens qui avaient déjà un petit peu en tête la manière dont eux-mêmes pouvaient l'utiliser dans leurs cours et c'est aussi comme ça qu'ils l'ont écrit en tout cas pour beaucoup d'entre eux. La difficulté en fait pour le supérieur, c'est que tout le monde ne fait pas cours de la même manière, loin de là, et donc en réalité le retour qu'on a eu en fait sur ce manuel était paradoxalement beaucoup plus enthousiaste de la part des collègues du secondaire que de la part des collègues du supérieur.

Les collègues du secondaire qui nous disent très régulièrement qu'ils utilisent le manuel avec les fonctionnalités numériques, en particulier les exercices ce genre de choses. Alors que du point de vue des collègues du supérieur, je pense que c'est quelque chose qui peut être vu comme une ressource, un ouvrage où on peut trouver des informations, mais qui est beaucoup moins utilisé en cours, parce que justement les pratiques pédagogiques peuvent être extrêmement variables à l'université et peut-être encore plus que dans le secondaire par absence d'un cadre général. Et je pense que s'il fallait refaire le manuel aujourd'hui à la lumière de toutes ces choses-là en fait je pense qu'il aurait fallu discuter beaucoup plus avec les collègues

du secondaire pour essayer d'adapter peut-être encore mieux certains aspects à leurs besoins à la fois besoin en termes de contenu et besoin en termes d'outils qui là avaient été pensés par les collègues plutôt à destination d'un public d'étudiants d'étudiantes du supérieur. Mais tout ça, ça demande beaucoup de temps, ça demande de l'argent aussi, parce que c'est des projets qui coûtent très cher et mais c'est aussi des projets. Alors je me permets une parenthèse pour revenir aussi à des choses qu'on a vu tout à l'heure, mais ce manuel il est librement accessible en ligne et il existe en version papier. Et en fait, c'est rentable. C'est un des enseignements de tout ça : l'*open access* avec une version papier à côté peut tout à fait être rentable d'un point de vue commercial. Mais pour que ce soit un objet qui soit utile, ça demande un dialogue qui soit très approfondi, qui prenne au sérieux en fait les pratiques pédagogiques des uns et des autres. Je pense qu'on en est loin encore aujourd'hui. Mais aussi du côté universitaire à mon avis, très simplement par manque de temps et malgré en fait toutes les injonctions à l'innovation pédagogique qu'on peut avoir par ailleurs dans nos formations.

Anheim : Je suis entièrement d'accord avec ce que tu dis : il y a des outils formidables qui existent et en même temps il y a des freins très grands à leur utilisation dans l'enseignement supérieur. Le premier frein, c'est le fait qu'une bonne partie de l'enseignement supérieur n'a pas de considération pour les problématiques pédagogiques, c'est-à-dire qu'on considère qu'en gros dans les mondes universitaires, on s'assoit on raconte ce qu'on sait et ça infuse directement. Mais toutes celles et ceux qui enseignent en premier cycle savent bien que c'est faux. En même temps, ce n'est pas construit. D'ailleurs, il n'y a pas de manuel pédagogique universitaire. Enfin, ce n'est pas construit autour de l'enjeu pédagogique.

Et de l'autre côté, des outils pareils. Donc Catherine parle de ce manuel qui est formidable, mais qui est une entreprise qui a été à la fois technologiquement complexe, financièrement coûteuse et extrêmement chronophage pour les trois directrices.

Rideau-Kikuchi : Non, pour tout le monde.

Anheim : Mais disons, construire un outil comme ça, c'est trois fois plus de temps, d'énergie, d'argent que de construire un manuel normal. Donc il y a aussi ce frein-là. Et donc le manque à la fois d'appétence pour la pédagogie du supérieur et de moyens pour réaliser les outils croisés fait qu'à la fin, ça reste tout de même plus limité qu'on pourrait le souhaiter.

Justement, pour revenir sur cette question du manuel d'initiation aux études historiques, comment est-ce que vous avez travaillé avec l'éditeur et comment est-ce que vous avez travaillé aussi avec les auteurs pour produire un contenu interactif ? Quelles ont été les réactions des auteurs ? Est-ce qu'ils se sont adaptés ? Est-ce qu'ils l'ont fait volontiers ? Comment est-ce que ça se passe en fait, très concrètement, pour faire un manuel en fait comme ça ?

Rideau-Kikuchi : Alors en fait, on a commencé par une sorte de mini-groupe de travail avec certains auteurs et autrices de Saint-Quentin. Voilà, les collègues qu'on connaissait bien. Et en fait, on s'est mis autour de la table et on a essayé de réfléchir à la manière dont on pouvait concevoir les choses. On avait à l'origine des idées préconçues très très différentes, les uns et les autres, et puis aussi très différentes de l'éditeur. On a assez vite compris par exemple que le modèle du manuel numérique que l'éditeur avait en tête, en fait, c'est le manuel numérique du secondaire. C'est-à-dire que c'est un manuel qui conserve la forme du livre, avec des doubles pages. Alors que nous, à l'origine, on s'était dit qu'on pouvait peut-être dépasser ça, mais je pense que d'un point de vue commercial et de réception, c'était encore trop compliqué, et d'un point de vue technique. Donc voilà, on a réfléchi à plusieurs. Moi, j'ai écrit le chapitre « martyr », qui était le

chapitre d'histoire médiévale. C'était un peu le chapitre test, où justement, on allait pouvoir essayer de mettre en œuvre les idées dont on avait pu discuter collectivement. On l'a beaucoup retravaillé, vraiment ensemble. Et à partir de là, s'est dessinée une structure avec un texte principal, des documents, et puis des ressources numériques type texte complémentaire, lien hypertexte, exercice à partir de ces documents, etc. Et puis, l'éditrice qui nous a suivis, d'abord Aurélie Valk, puis Camille Duhautbout, surtout sur la fin, ont vraiment contribué à essayer de faire en sorte que cette structure soit lisible. Parce qu'en fait, si on fait un manuel numérique, mais avec plein de ressources qui partent dans tous les sens, personne ne comprend rien. Et donc, il fallait vraiment essayer de structurer la page, de structurer les ressources, et aussi, en retour, de réfléchir à qu'est-ce qu'on voulait dire, quels étaient les éléments qu'on voulait transmettre. Donc vraiment, ce travail-là a été extrêmement enrichissant. Et les auteurs, autrices, bon, si on les avait contactés, c'est qu'on savait, a priori, qu'ils étaient quand même sensibles à ces questions-là. Certains ont vraiment joué le jeu à fond, en proposant énormément de contenus, de ressources. Donc je crois que pour beaucoup, ça a été quelque chose de plutôt intéressant, mais je pense qu'on peut laisser peut-être un des auteurs en parler mieux.

Anheim : Non mais, je pense que tu as bien présenté le projet. Moi, là, pour le coup, je suis intervenu comme auteur en essayant de me glisser dans la perspective qui avait été imaginée, par les trois directrices. De fait, ça a assez bien fonctionné, mais ça a demandé aux auteurs et aux autrices qui avaient des habitudes vraiment liées au manuel classique, de travailler autrement, de réfléchir au contenu, de réfléchir aussi à l'accessibilité des contenus. Y compris en termes de droits, parce qu'il y a d'autres enjeux dont on n'a pas encore parlé dans l'édition numérique, qui est de savoir dans quelle mesure on a ou pas les droits pour pouvoir accéder à telle ou telle ressource. De sélectionner une sorte de vision numérique large de ce qu'on pourrait faire sur un thème donné. Donc, ça a été une expérience formidable. Mais je crois que là, vraiment, vous avez fait une proposition qui fait date du point de vue de la réflexion sur l'enseignement de l'histoire à travers un outil, disons, interactif.

Certaines de vos récentes activités s'éloignent un petit peu de l'édition scientifique à proprement parler pour intéresser davantage un public d'amateurs d'histoire. On pensait notamment aux bandes dessinées, blogs, podcasts, audio ou Twitch. Quelle place occupent de telles activités dans votre métier ? Quel rôle leur accordez-vous ? Et enfin, comment envisagez-vous l'investissement du chercheur en sciences humaines et sociales dans la vulgarisation du savoir et dans son engagement dans la vie publique ?

Rideau-Kikuchi : De mon point de vue, je pense que ça fait partie de nos métiers. Je pense que ça fait partie des choses qu'il faut intégrer à nos métiers. Mais peut-être encore plus que l'édition scientifique, c'est quelque chose qui est compliqué à faire rentrer dans les cases et à faire rentrer dans les bouts de travail dont Étienne parlait aussi au début de l'entretien.

Je pense que c'est un enjeu démocratique, là encore, justement pour que la recherche publique, financée par l'argent public, sorte du cadre purement universitaire et puisse être utilisée. Mais au-delà de ça, qui sont un peu des considérations très générales et bateaux, je pense que l'enjeu derrière ça, depuis quelques années, c'est surtout d'essayer d'éviter le discours qui soit descendant. Ce qui est quelque chose d'extrêmement compliqué à faire, mais ça rejoue aussi des enjeux de l'édition scientifique, et je vais essayer d'expliquer pourquoi je pense que ça rejoue tout ça. En fait, quand on parle à nos collègues, on ne produit pas forcément un discours descendant, justement. Donc quand on parle à nos collègues, on essaye de les convaincre, on fait un argumentaire, on essaye de leur expliquer comment est-ce qu'on est arrivé à telle ou telle chose. C'est le principe d'un travail scientifique, c'est de faire en sorte qu'ils puissent être vérifiables,

qu'ils puissent être discutés, etc. C'est une discussion scientifique. Et en fait, je pense que ce type de discours-là peut aussi être transposé pour un public beaucoup plus large. Et en fait, aurait une efficacité beaucoup plus grande plutôt qu'un discours d'experts descendants : « Moi, j'ai cette position d'universitaire, et donc je vais vous expliquer ce que c'est l'histoire ». Et donc, il me semble qu'en ce moment, dans plein d'initiatives diverses que vous avez citées, les podcasts, les chaînes YouTube, aussi les initiatives d'histoire publique, d'histoire vivante, toutes ces initiatives-là contribuent à essayer d'expliquer ce que c'est l'histoire d'un point de vue de méthode, en fait, et qui, à mon avis, d'un point de vue politique, aurait un sens beaucoup plus grand et permettrait aux gens de s'approprier véritablement l'histoire, leur histoire ou les histoires, je ne sais pas. Et du coup, en fait, je pense que ça rejoint un certain nombre d'enjeux aussi de l'édition scientifique, parce qu'en réalité, il faudrait juste transposer pour un autre public des pratiques qu'on aurait déjà, avec nos pairs.

Anheim : Oui, tu dis transposer, je pense que c'est très vrai, c'est-à-dire que c'est quelque chose de l'ordre de la transposition ou de la traduction plutôt que de la vulgarisation ou de la simplification. Ce n'est pas du tout ça, je pense, l'enjeu. C'est effectivement de traduire dans une autre langue ou dans un autre registre de partage des savoirs, des choses qu'on produit dans un monde scientifique, mais qui peuvent avoir un intérêt beaucoup plus large. Qui, par ailleurs, ont une importance d'autant plus cruciale qu'on est entré, depuis un certain temps, dans un moment de réinvestissement politique, idéologique, imaginaire de l'Histoire, d'un certain nombre d'autres savoirs, on n'est pas le seul. On pourrait aussi discuter de la sociologie, du rôle idéologique de l'économie. Mais disons que toutes ces sciences humaines et sociales, elles font l'objet d'appropriations vernaculaires qu'on ne peut pas éviter et qui sont saines, y compris quand elles nous choquent ou quand elles nous prennent de front, et vis-à-vis desquelles on a le droit de se positionner pour dire voilà, pour nous, faire notre métier, ça n'est pas tel ou tel rapport à l'Histoire.

C'est un rapport à l'Histoire qu'on peut essayer de vous expliquer d'une certaine manière et de le traduire. Et je dirais que non seulement il y a une dimension politique, mais il y a aussi une dimension théorique en retour qui est liée à l'effort de se couler dans d'autres cadres que ceux auxquels on est habitué. C'est-à-dire que choisir d'autres formes, ça a aussi des effets sur la manière dont on conçoit notre discipline. Par exemple, la bande dessinée, puisque j'ai participé à plusieurs projets liés à la bande dessinée. Faire une bande dessinée historique, c'est à la fois un travail de traduction, mais c'est aussi un travail de réinterrogation de la manière dont on peut construire un discours historique, un raisonnement historique, dont on peut mettre en images un certain nombre de problèmes historiques et de vraies problématiques au sens scientifique à travers un média comme la bande dessinée. Donc, cette espèce de moment de confrontation formelle, et je pense que le théâtre, le cinéma, les formats radio en présentent d'autres exemples. Même le genre d'échange qu'on a là avec vous, c'est un cadre qui déplace un peu par rapport à une salle de classe, par rapport à un texte qu'on écrirait, et qui pose des questions, disons. Le dispositif oblige à se poser des questions sur la manière dont on parle de son métier, et donc sur les effets que peuvent produire les recherches historiques.

Nous vous proposons une dernière question conclusive par rapport à tout ce qui vient d'être dit dans cette discussion très intéressante. Quels conseils, au pluriel, vous pouvez en donner plusieurs, pourriez-vous donner à de jeunes chercheurs en sciences humaines et sociales qui souhaiteraient s'engager dans le travail éditorial ?

Anheim : Je vois qu'on se tourne vers le plus âgé, le plus élevé, qui va donner le point de vue le plus paternaliste et patriarchal sur les conseils aux jeunes chercheuses et chercheurs. Non, je n'ai pas vraiment de conseils à donner. Ce que je peux dire, c'est que le monde de l'édition scientifique est un monde qui est professionnalisé. Celles et ceux qui souhaiteraient s'orienter dans cette direction, je pense tout d'abord ont intérêt à faire des stages, à découvrir, à réfléchir un peu pour savoir si ça leur plaît. Parce que c'est vraiment un type de métier à part entière. C'est-à-dire que l'édition scientifique n'est pas une sorte d'option secondaire, si on n'a pas réussi à faire de la recherche ou à faire autre chose. C'est un métier à part entière. Et ce métier, il faut le prendre au sérieux dès le début. Et je pense que pour bien le faire, là, je dis ça en tant qu'éditeur et en travaillant avec beaucoup d'éditrices aux éditions de l'EHESS. Pour bien le faire, ce qui est utile, c'est d'avoir à la fois une vraie formation de sciences humaines et sociales et une vraie formation technique au métier de l'édition. Alors, dans le domaine des métiers d'édition, il existe des masters professionnels qui vous apprennent un certain nombre d'éléments importants du métier. Et puis de l'autre côté, je pense que les masters professionnels sont tout à fait précieux, mais à condition qu'ils s'articulent avec une vision du texte et une vision de la recherche qui soit elle aussi nourrie. Donc moi, ce que je conseillerais, c'est de faire un master recherche et de faire ensuite un master professionnel, ce qui me paraît être aussi le cas dans la plupart des métiers nourris par la recherche et en dialogue avec la recherche. Ça vaut pour le monde des archives, pour le monde des musées, pour le monde de la médiation culturelle. C'est-à-dire, je pense qu'il faut se professionnaliser, mais je pense que la recherche a quelque chose à apporter à ces pratiques professionnelles. Même lorsqu'elle excède la recherche à travers le monde des archives, des musées ou de l'édition.

Rideau-Kikuchi : Oui, je n'ai pas grand-chose à rajouter, d'autant que je n'ai moi-même jamais travaillé dans l'édition. Mais il me semble que les stages, c'est quand même vraiment quelque chose de très important. Et surtout, aussi, ne pas hésiter à faire des stages dans des contextes différents. Parce qu'il me semble que ce n'est pas la même chose de travailler chez un éditeur commercial ou dans l'édition publique. Ce n'est pas la même chose de travailler pour une revue ou de travailler pour je ne sais pas, une maison d'édition qui édite de la poésie. Donc, faire des stages dans des contextes différents me semblerait vraiment quelque chose de très important. Mais sinon, je rejoins ce que vient de dire Étienne.